

Luxembourg, le 6 novembre 2019

A toutes les personnes et entités
surveillées par la CSSF

CIRCULAIRE CSSF 19/730

Concerne : Déclarations du GAFI concernant

- 1) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme présente des déficiences substantielles et stratégiques ;**
- 2) les juridictions pour lesquelles il faut i) mettre en œuvre une surveillance renforcée des filiales et succursales situées en Iran d'institutions financières, ii) appliquer des mesures de contrôle renforcées dont la mise en place de mécanismes de déclarations de soupçons renforcés, ou systématiques pour ce qui concerne les transactions financières, ainsi que iii) exiger des audits externes renforcés au niveau du groupe à l'encontre de leurs filiales et succursales en Iran;**
- 3) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.**

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa réunion plénière d'octobre 2019, le Groupe d'action financière (« GAFI ») a publié des déclarations portant sur les sujets suivants :

- 1) Les juridictions présentant des défaillances substantielles et stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (« LBC/FT ») et qui font l'objet d'un appel du GAFI à ses membres et aux autres juridictions à appliquer des contre-mesures**

Le GAFI maintient sa position que les dispositifs de LBC/FT de la **République populaire démocratique de Corée** (« RPDC ») continuent à présenter des déficiences substantielles et

stratégiques et maintient à l'encontre de la RPDC la demande de l'application de contremesures. Par ailleurs, le GAFI rappelle que les juridictions doivent prendre des mesures afin de fermer les filiales, succursales ou bureaux de représentation de banques nord-coréennes existant le cas échéant sur leurs territoires respectifs.

Nous vous demandons dès lors, de continuer à prendre en compte les risques résultant des déficiences des régimes de LBC/FT, y compris de lutte contre le financement de la prolifération des armes à destruction massive, de la RPDC et de considérer avec une attention toute particulière les relations d'affaires et opérations avec cette juridiction, y compris avec des sociétés et institutions financières de cette juridiction ainsi qu'avec ceux agissant en leur nom.

Nous vous demandons d'appliquer dans ces cas des mesures de vigilance et de suivi renforcées afin d'éviter que ces relations d'affaires ne soient détournées en vue d'éviter l'application d'un régime renforcé et des contre-mesures. Dans ce contexte, nous vous prions également de nous informer en cas de relation de correspondance bancaire avec un établissement de crédit de la RPDC.

Finalement, nous vous prions de maintenir des mécanismes renforcés de déclarations de soupçons à la Cellule de Renseignement Financier (« CRF »).

- 2) Les juridictions pour lesquelles il faut i) mettre en œuvre une surveillance renforcée des filiales et succursales situées en Iran d'institutions financières, ii) appliquer des mesures de contrôle renforcées dont la mise en place de mécanismes de déclarations de soupçons renforcés, ou systématiques pour ce qui concerne les transactions financières, ainsi que iii) exiger des audits externes renforcés au niveau du groupe à l'encontre de leurs filiales et succursales en Iran

En juin 2016, le GAFI s'était félicité de l'engagement politique de haut niveau pris par l'Iran pour remédier à ses lacunes stratégiques en matière de LBC/FT et de sa décision de demander l'assistance technique dans la mise en oeuvre du Plan d'action fixé par le GAFI. En effet, en novembre 2017, l'Iran avait mis en place un régime d'obligation déclarative d'argent liquide et a procédé, en août 2018 et en janvier 2019, à des amendements de son régime de LBC/FT. Le GAFI reconnaît les progrès effectués au niveau législatif mais ne pourra en tenir entièrement compte qu'au moment de l'entrée en vigueur définitive des différents textes. Le plan d'action précité est néanmoins venu à échéance alors qu'il n'a pas été remédié entièrement aux lacunes restantes. Le GAFI a décidé lors de sa réunion plénière d'octobre 2019 de maintenir la suspension des contre-mesures tout en exigeant la mise en place d'un examen et d'une surveillance renforcée à l'encontre des filiales et succursales d'institutions financières situées en Iran et, tel que annoncé lors de sa réunion plénière de juin 2019, exige i) la mise en œuvre d'une surveillance renforcée des filiales et succursales situées en Iran d'institutions financières, ii) l'application de mesures de contrôle renforcées dont la mise en place de mécanismes de déclarations de soupçons renforcés ou systématiques pour ce qui concerne les transactions financières, ainsi que iii) l'exercice d'audits externes renforcés au niveau du groupe à l'encontre de leurs filiales et succursales en Iran. L'Iran continuera de figurer sur la présente liste jusqu'à l'accomplissement intégral de son plan d'action.

Le GAFI s'attend d'urgence à ce que l'Iran procède rapidement dans la voie des réformes et assure la mise en oeuvre adéquate et complète du plan d'action de manière à remédier à toutes les lacunes restantes. Le GAFI restera préoccupé par le risque de financement du terrorisme émanant de l'Iran et la menace que cela représente pour le système financier international

jusqu'à ce que l'Iran mette en oeuvre les mesures nécessaires pour remédier aux lacunes identifiées dans le plan d'action. Dans sa réunion de février 2020, le GAFI va évaluer les progrès accomplis par l'Iran et prendra les mesures appropriées en exigeant, le cas échéant, la (re)mise en place de contre-mesures efficaces et proportionnelles aux risques émanant de cette juridiction.

Nous vous demandons dès lors de continuer à prendre en compte les risques résultant des déficiences stratégiques du régime de LBC/FT de l'Iran et de considérer avec une attention toute particulière les relations d'affaires et opérations avec cette juridiction, y compris avec des personnes physiques et morales de cette juridiction.

Nous vous demandons d'appliquer dans ces cas, ainsi qu'en cas de relations de correspondance bancaire, des mesures de vigilance et de suivi renforcées des relations d'affaires notamment en augmentant le nombre et la fréquence des contrôles appliqués et en sélectionnant les types de transactions nécessitant un examen plus approfondi, ainsi qu'en obtenant des informations sur les motifs en rapport avec des transactions envisagées.

En outre, nous vous prions de maintenir des mécanismes renforcés de déclarations de soupçons à la CRF.

3) Les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant

Les juridictions présentant des défaillances stratégiques en termes de LBC/FT et ayant élaboré avec le GAFI des plans d'actions visant à corriger ces défaillances, sont les suivantes : **Bahamas, Botswana, Cambodge, Ghana, Islande, Mongolie, Pakistan, Panama, Syrie, Trinité-et-Tobago, Yémen et Zimbabwe.**

Nous vous prions dès lors de prendre en considération, le cas échéant, les déficiences mises en lumière par le GAFI dans ses déclarations et les risques résultant de ces lacunes dans le cadre de vos relations d'affaires et des opérations avec ces juridictions.

Veillez noter également que suite aux efforts substantiels démontrés par l'**Ethiopie**, le **Sri Lanka** et la **Tunisie**, ces juridictions ne sont plus soumises au processus de surveillance continu du GAFI, mais continuent à travailler avec l'organisme de style régional respectif du GAFI.

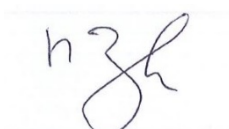
Nous vous invitons à consulter les décisions et déclarations du GAFI dans leur entièreté aux adresses Internet suivantes :

<http://www.fatf-gafi.org/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/public-statement-october-2019.html>

<http://www.fatf-gafi.org/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/fatf-compliance-october-2019.html>

Cette circulaire abroge la circulaire CSSF 19/722 du 1er juillet 2019. Veuillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



Marco ZWICK
Directeur



Jean-Pierre FABER
Directeur



Claude MARX
Directeur général